

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20053 - 77EME ANNÉE

## La pauvreté thème du premier meeting en ligne du PCR

Dimanche 30 janvier à 17 heures, le Parti communiste réunionnais tiendra son premier meeting en ligne. Le thème de ce meeting est la lutte contre la pauvreté, principal problème à La Réunion avec le chômage. Une publication de l'INSEE a rappelé cette réalité. Voici le texte de l'invitation à ce premier meeting en ligne du PCR :

« Le 18 janvier, l'INSEE a publié une étude « Près d'un enfant mineur sur deux vit dans un ménage pauvre ». Tous les médias ont donné un large écho à cette information. Le PCR a produit aussitôt un communiqué. Il a été le seul parti politique à le faire. Le PCR organise un meeting pour dénoncer cette situation extrêmement grave. David Gauvin : « à la veille des échéances électorales, l'annonce de l'INSEE est une bombe dans les mains des victimes et des militants »

Manuel Marchal : « d'autres bombes sont prêtes à exploser »

Risham Badroutine : « c'est la conséquence d'une politique »

Julie Pontalba : « le rôle des communistes dans la lutte contre la pauvreté »

Ary Yée Chong Tchi Kan : « regrouper les victimes et les entraîner à la lutte pour l'emploi durable ».

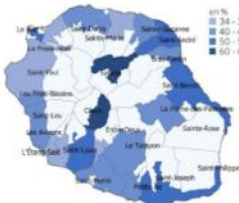
Le PCR a en effet le seul parti politique à La Réunion à alerter l'opinion sur la question essentielle abordée par l'INSEE. Voici un extrait de son communiqué du 20 janvier :

« Dans sa note, N°219, du 18 jan-

**INVITATION MEETING**

Mesdames, Messieurs,  
Le 18 janvier, l'INSEE a publié une étude « Près d'un enfant mineur sur 2 vit dans un ménage pauvre ». Tous les médias ont donné un large écho à cette information. Le PCR a produit aussitôt un communiqué. Il a été le seul parti politique à le faire. **Le PCR organise un meeting pour dénoncer cette situation extrêmement grave.**

Taux de pauvreté des enfants mineurs par commune à La Réunion en 2019



Source: DGPR-Cnaf-Cnaf-CMSA, Filippi 2019.

- **David Gauvin** « à la veille des échéances électorales, l'annonce de l'INSEE est une bombe dans les mains des victimes et des militants. »
- **Manuel Marchal** « d'autres bombes sont prêtes à exploser ».
- **Risham Badroutine** « c'est la conséquence d'une politique ».
- **Julie Pontalba** « le rôle des Communistes dans la lutte contre la pauvreté ».
- **Ary Yctk** « regrouper les victimes et les entraîner à la lutte pour l'emploi durable ».

Vous êtes cordialement invités, ainsi que vos proches,  
le **Dimanche 30 janvier, à 17h**, en copiant le lien suivant:  
**<https://meet.jit.si/MeetingPCR>**

vier, l'Insee note : « Près d'un enfant mineur sur 2 vit dans un ménage pauvre ». Inscrit dans la rubrique « niveaux de vie et pauvreté à La Réunion », l'étude rejoint de nombreuses autres publications dont celle de 2013 qui constate « Avec 343 000 personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire, La Réunion est un département hors norme. »

Une décennie sépare les données qui ont servi à la réflexion. A l'époque, les statisticiens notaient que « Seuls deux départements métropolitains ont une population pauvre plus importante ». Une raison principale est avancée : « l'absence d'emplois et des revenus d'activité insuffisants expliquent principalement cette situation. Elle a pour conséquence un recours massif aux minima sociaux... ». Et ça ne marche pas.

Le Parti communiste Réunionnais avait anticipé cette situation dans ses analyses sur les conséquences de l'assimilation et de l'intégration. Il a avancé la proposition d'une gestion responsable du pays à partir de nos réalités spécifiques. Sa proposition a été dévoyée et combattue depuis Paris et mise en œuvre par l'administration préfectorale. Et lorsque des ouvertures auraient pu faire évoluer la situation d'ensemble, les forces conservatrices ont agi pour bloquer le progrès. Nos adversaires n'ont jamais formulé la moindre proposition alternative globale. »

**Rendez-vous dimanche à 17 heures sur le lien suivant :**  
**<https://meet.jit.si/MeetingPCR>**

## Mobilisation de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-SAIPER-UNEF

# Pour le droit à un travail et à un revenu suffisant pour vivre à La Réunion

Hier à Saint-Denis, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à l'appel de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-SAIPER-UNEF pour une hausse générale des salaires, des retraites, des bourses et des minima sociaux, ainsi que pour la défense des emplois et du service public, rempart contre les inégalités.

Plusieurs centaines de personnes ont répondu hier à l'appel de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-SAIPER-UNEF lors d'une manifestation organisée à Saint-Denis, entre le Petit Marché et la Préfecture.

Cette mobilisation a rappelé que la crise sanitaire ne doit pas faire oublier la dégradation de la situation sociale des travailleurs réunionnais, des étudiants et des retraités.

À La Réunion, le coût de la vie est nettement supérieur à celui de la France alors que le montant du SMIC, des bourses, des retraites et des minima sociaux sont définis en fonction du pouvoir d'achat en France. Compte tenu du chômage de masse à La Réunion, les salaires sont tirés vers le bas et les qualifications ne sont pas retenues à leur juste valeur. Cette situation profite à des patrons peu scrupuleux qui ont donc la possibilité d'utiliser le chantage au chômage pour faire taire les revendications légitimes des salariés.

Les étudiants sont également gravement touchés par ce décalage entre ce à quoi ils ont droit et le coût de la vie à La Réunion. Cela explique pourquoi l'UNEF revendique une augmentation des bourses de 100 euros par mois, ainsi qu'une véritable gratuité de l'Université.

Ce chômage de masse et les salaires trop faibles eu égard au coût de la vie ont de dramatiques conséquences quand le travailleur souhaite faire valoir ses droits à la retraite. Bien souvent, c'est une pension en dessous du seuil de pauvreté à cause d'une durée de cotisation ne permettant pas d'avoir une retraite pleine et entière, ou d'un salaire trop faible.

### Sous-effectif structurel dans la fonction publique

À cette question des salaires s'ajoute notamment celle de l'emploi. L'importation de la crise sanitaire a montré l'ampleur de la casse du service public de l'hôpital perpétrée depuis Paris par les gouvernements qui se succèdent. Cela se traduit pas un manque de moyens matériels pour faire face à une simple épidémie, et pas un sous-effectif devenu structurel.

L'hôpital n'est pas le seul secteur touché loin de là. Dans l'Éducation nationale, la rentrée des vacances d'été a montré combien l'équilibre était fragile. Quelques semaines après l'importation du variant Omicron par des passagers vaccinés, plus de 1.000 enseignants sont manquants ce qui ne manquera pas de perturber encore gravement le droit des jeunes Réunionnais l'éducation.

Les revendications des syndicats vont devenir encore plus légitimes avec l'annonce dans la presse d'une probable augmentation des prix des carburants le 1er février prochain.

Sachant d'une part que toutes les marchandises consommées à La Réunion sont transportées par la route, avec des véhicules fonctionnant uniquement avec des carburants importés, et que d'autre part les intermédiaires ne sont pas des philanthropes, cette hausse annoncée des prix des carburants sera répercutée en bout de chaîne sur le consommateur. Cela ne manquera pas de tendre une situation sociale déjà fortement dégradée.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

### Krach boursier en approche

Alors que le monde semble s'approcher de la fin de la crise sanitaire, comme certains l'annoncent depuis maintenant presque deux ans, c'est la crise financière, puis économique qui vont prendre le relais. C'était prévisible. Création monétaire excessive, taux trop bas et argent qui n'a plus de prix, retour d'une inflation bien plus importante et plus durable que prévu, crainte de hausse de taux et de la normalisation des politiques monétaires par les banques centrales, fin du « quoi qu'il en coûte » mondial, sont autant d'éléments qui plaident pour un krach important. D'un point de vue analytique, les banques centrales et les autorités monétaires ont intérêt à un krach boursier. Aujourd'hui et maintenant. Si c'est de l'intérêt du système alors, le krach aura lieu.

Jeremy Grantham, le célèbre investisseur qui, depuis des décennies, annonce des bulles sur les marchés, a déclaré que l'effondrement historique des actions qu'il avait prédit il y a un an est en cours et que même l'intervention de la Réserve fédérale ne pourra pas empêcher un plongeon de près de 50 %.

Dans une note publiée jeudi dernier, Grantham, cofondateur du gestionnaire d'actifs GMO de Boston, décrit les actions américaines comme étant dans une « super bulle », la quatrième seulement depuis le siècle dernier. Et tout comme lors du krach de 1929, de l'effondrement des dot-com en 2000 et de la crise financière de 2008, il est certain que cette bulle va éclater, renvoyant les indices aux normes statistiques et peut-être même au-delà. Selon lui, cela implique que le S&P 500 chute d'environ 45 % par rapport à la clôture de mercredi – et de 48 % par rapport à son sommet du 4 janvier – pour atteindre un niveau de 2 500. Le Nasdaq Composite, qui a déjà perdu 8,3 % ce mois-ci, pourrait subir une correction encore plus importante. « Je n'étais pas aussi certain de cette bulle il y a un an que je l'avais été de la bulle technologique de 2000, ou que je l'avais été au Japon, ou que je l'avais été de la bulle immobilière de 2007 », a déclaré Grantham dans une interview Bloomberg « Front Row ». « Je me sentais hautement probable, mais peut-être pas encore presque certain. Aujourd'hui, je pense que c'est presque certain ».

Les actions ont largement chuté la semaine dernière, alors qu'une série d'annonces décevantes de la part des entreprises s'est heurtée aux craintes des investisseurs concernant une hausse des taux d'intérêt due à l'inflation. Le cours de l'action Netflix, par exemple, a chuté de plus de 20 %, car ses

perspectives de croissance des abonnements ont déçu les analystes. Un autre grand perdant : Stéphane Bancel, PDG de Moderna, dont la fortune a chuté de 22 %, à 5,2 milliards de dollars, alors que l'action a baissé pendant six jours consécutifs, à la lumière de recherches de plus en plus nombreuses suggérant que le booster Covid-19 de la société est moins efficace contre le variant Omicron. Les valeurs technologiques dans leur ensemble ont été particulièrement touchées par les hausses de taux d'intérêt imminentes.

L'expérience montre que les conséquences des krachs sont très variables. Le krach de 1873 inaugure ainsi une période de difficultés économiques durables jusque vers la fin du siècle. De même, le krach de 1929 a été suivi d'une longue période qualifiée de grande dépression. Par contre le krach de 1987 ne s'est pas transformé en crise économique. Celui de 2000-2001 n'a entraîné qu'un ralentissement économique. En fait, un krach boursier a pour effet économique direct de diminuer la richesse des détenteurs des actifs dévalorisés, ce qui entraîne une diminution de leur consommation dans la mesure où ils chercheraient à augmenter leur épargne pour reconstituer la valeur de leur patrimoine. Mais cet effet direct sera amplifié si les détenteurs d'actifs dévalorisés s'étaient endettés dans le climat d'euphorie spéculative. Un krach peut entamer la confiance générale des ménages et des entrepreneurs. En fait, un krach aura d'autant plus d'impact sur l'activité économique que les difficultés financières des spéculateurs se transmettront aux banques via les difficultés de remboursement des crédits des spéculateurs avec pour conséquences des risques de faillites bancaires et des resserrements des conditions de crédit. La crise boursière est susceptible alors de se transformer en une crise économique majeure comme celle qu'ont connue les États-Unis après le krach de 1929 ou la « grande récession » de 2008 qui a touché toute l'économie mondiale. Comme toujours leur folie spéculative va impacter notre vie.

**« Se battre, être le plus fort dans la dure guerre de la spéculation, manger les autres pour ne pas qu'ils vous mangent, c'était, après sa soif de splendeur et de jouissance, la grande cause, l'unique cause de sa passion des affaires. »** Emile Zola

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# Oté

**Si i bouz pa plis ké sa, nout kann,  
domin va vni plant vèrt sinploman**

**– in ropriz l'ané 2020-**

Sépa si sé pars mwin lé issi dann mon koin sansa si lé réèl pou d'bon mé mi antann pa tro parl l'avnir kann dann nout péi. I parl la koup kann, mé kan i ariv in n'afèr konm in pane l'izine, in grèv pou lo pri, in ralé poussé dann in balans. Sa i anparl, pars pétète bannde média i panss sé sa k'lé sèryé.

**Lo sèryé la pa lo problèm de fon, lo sèryé sé lo wati-watia.**

Poitan, mi pans i fo ni oi in pé pli loin ké lo boutte nout né. Sa i vé pa dir, bann problèm zordi i doi pa z'ète réglé : li doi z'ète, mé i fo pa konfonn ali avèk sak ni doi apèl lo késtyonn fon... Lé vré tazantan, wi antann in pé avanss inn dé solissyon. Moin la fine anparl azot in plantèr sintandré té i di kont pa dsi li pou arash son kann épi plant ponm tèr.

**Sa sé pa son tass lo thé.**

Mwin la antann ossi bande plantèr apré dir : kann sa i ansèrv azot bien pou an avoir in pé la finans, lo krédi étsétéra, é sa i pèrmète azot sak zot i apèl diversifyé z'ot bann kiltir. Mwin la antann galman in plantèr apré di li sré pou kann l'énerzi, donk pa pou fé dsik, mé pou gingn la limyèr. Défoi ou i antann dir Maurice laba i fé karbiran avèk kann mé pa iss.

**Pétète la n'ot l lé pa bon pou sa. Kroiyé moi é fouté vou d'dan !**

Si sa la pala payaye, sa i rossanb bien pars i anparl pa l'avnir kann pou d'bon. Domaz pars néna dé shoz pou fé avèk noute kann, é ni rèss la, bra balan. Ziska pétète domin kann va vni in plant vèrt pou ansèrv konm dékorasyon sinploman.

**In tristèss ! In shavirmann kèr !**

*Justin*